

*Assurance-chômage—Loi*

Un peu plus loin dans le grand exposé de politique du parti libéral qui fera l'objet de discussions pendant la fin de semaine, et toujours dans le cadre du débat sur le bill C-3, on trouve la déclaration suivante à la page 33:

Il arrive souvent que nous respectons notre tradition réformiste en formulant des propositions progressistes, mais il nous arrive peut-être trop souvent à titre de gouvernement de céder à d'autres pressions.

C'est un aveu très intéressant de la part des auteurs du document. Ils admettent que le parti libéral a échoué et qu'il a cédé aux pressions de certains groupes non identifiés, fort probablement les gros pontes du secteur privé, qui ont toujours influé énormément sur les politiques du gouvernement libéral.

Le document dit ensuite:

Pourtant, à titre de parti, nous devons assumer une part de la responsabilité pour ce qui est accompli et ce qui reste en plan.

J'aimerais répéter que le souci dont fait état ce document finira probablement pas constituer la politique du gouvernement libéral, notamment que le parti libéral lui-même cède aux pressions de certains groupes sur des programmes sociaux importants.

Le document rappelle qu'un trop grand nombre de Canadiens souffrent de chômage, de bas salaires, d'insécurité d'emploi, et font un travail inutilement dangereux ou fastidieux. Dans certains cas, l'analyse des problèmes est juste. On signale à bon droit que le parti libéral a trop longtemps écouté les privilégiés, les nantis, et on ne peut qu'espérer qu'au lieu de se laisser prendre à cette tentative de conversion de dernière heure, les Canadiens la rejettent et tenteront de s'affilier au parti qui a toujours défendu les intérêts des gens ordinaires.

Je le répète, le pays traverse une crise en ce qui concerne le chômage, crise à laquelle le bill ne porte pas remède mais qu'il ne fera qu'aggraver. Le chômage doit être attaqué sur deux fronts. D'abord, nous devons atténuer les effets du chômage et reconnaître qu'environ un million de sans-emploi doivent survivre, doivent avoir une source de revenu. Prétendre que, d'une certaine façon, ces gens sont responsables de leur propre sort, comme l'ont fait dans le passé des députés à ma droite et d'autres en face, c'est blâmer les victimes des politiques économiques gouvernementales.

Nous disons que tous les Canadiens qui veulent travailler mais qui ne réussissent pas à trouver de l'emploi ont droit à un niveau de vie convenable et raisonnable pour eux-mêmes et leurs familles.

Par ailleurs, nous disons qu'il y a du travail à faire dans notre pays, à long terme comme à court terme. Bref, il est tout à fait scandaleux qu'il y ait présentement une crise du logement. Dans ma circonscription de Burnaby, par exemple, il y a beaucoup trop de gens qui se cherchent en vain un logement. Il s'agit souvent de familles monoparentales. Nous avons des logements et nous en avons désespérément besoin dans les localités d'un bout à l'autre du pays.

• (1700)

Nous avons des travailleurs de la construction qui se cherchent des emplois. Nous avons des menuisiers, des peintres, des électriciens et bien d'autres ouvriers spécialisés qui voudraient exercer leurs métiers. Cependant, nous avons un gouvernement qui ne peut concilier ces deux groupes. Même s'il y a une crise du logement et un excédent de travailleurs de la construction dans le pays, le gouvernement libéral n'arrive pas à faire correspondre les ressources aux besoins. C'est certainement une accusation assez infamante à porter contre un gouvernement que de l'accuser d'être incapable de protéger l'un des droits les plus fondamentaux de tous les Canadiens, c'est-à-dire le droit à un logement convenable.

Bien d'autres travaux qui devraient être exécutés ne le sont pas, par exemple, pour fournir des services de transport rapide. Par exemple, le sud de la Colombie-Britannique a désespérément besoin d'un réseau de transport rapide entre les localités. Des centaines de personnes pourraient travailler à la construction d'un réseau de transport rapide non seulement là, mais dans bien d'autres endroits du pays. On pourrait entreprendre bien des projets pour économiser l'énergie qui donneraient du travail aux Canadiens, jeunes et vieux, hommes et femmes.

Nous devrions écouter la voix des centaines de municipalités du pays. Elles ont demandé au gouvernement fédéral de s'intéresser à leurs problèmes. Elles jugent nécessaire la réalisation de certains projets dont le gouvernement devrait certainement assumer une part de responsabilité en partageant les frais peut-être. Tâchons, pour changer, d'écouter ce que la population du pays a à dire par l'entremise de ses représentants municipaux. Il y a du travail à faire dans les municipalités et il y a bien des gens qui aimeraient faire ce travail.

Il y a des problèmes d'environnement. Il y a beaucoup de nettoyage à faire. Là encore, il y aurait moyen de faire travailler beaucoup de monde à court terme.

Mais il est clair qu'à long terme, seul un changement fondamental au système économique pourra nous donner le genre d'économie que les néo-démocrates appellent de leurs vœux, une économie où tous ceux qui le désirent pourront travailler. Nous ne désirons rien d'autre qu'une économie qui ne repose pas uniquement sur l'esprit de lucre et sur la poursuite du profit. Ce qu'il nous faut, c'est une économie qui satisfasse les besoins de l'homme et non une économie qui se détermine en fonction du profit maximal ou du rendement maximal d'un investissement donné, avec tous les effets destructeurs qu'un pareil type d'économie exerce sur notre environnement et aussi sur la santé et la sécurité des travailleurs. Il est évident qu'en maximisant le profit on minimise l'argent consacré à la santé et à la sécurité des travailleurs, ainsi qu'à l'amélioration des produits dangereux et inférieurs à la norme. Nous dépensons des milliards en publicité inutile qui ne fait qu'exacerber les envies du consommateur. Ce que nous voulons, nous, c'est une économie qui tienne compte des ressources nationales.